



Université Cheikh Anta Diop de Dakar  
Laboratoire d'Analyse des Politiques de Développement



---

## ACTES DE LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE DE DAKAR (CEID)

*Améliorer le ciblage des politiques publiques pour une économie solide,  
inclusive et génératrice d'emplois décents en Afrique*

Université Cheikh Anta Diop de Dakar – Sénégal, 2 et 3 mai 2023

---

## EMPLOYABILITÉ DES JEUNES, GOUVERNANCE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

**BINGAINKIYA NANTOB**, Enseignant, Université de Lomé, Lomé, Togo

**GOUMBOUNDI ABOUBAKAR TANKPAN**, Economiste financier, Présidence de l'Université de Lomé, Togo

**RÉSUMÉ :** Le chômage des jeunes continue d'exercer une pression sur les pouvoirs publics en Afrique malgré les politiques d'emploi mises en œuvre ces dernières années. L'objectif de ce papier est de déterminer les indicateurs de gouvernance qui influencent la croissance économique à travers la promotion de l'emploi des jeunes en Afrique. L'emploi des jeunes âgés de 15 à 24 et des indicateurs de gouvernance sont introduits dans un modèle de croissance économique adapté. Des estimations économétriques sont mises en œuvre sur un panel de 48 pays africains sur la période 2003 à 2017 en utilisant la Méthode des Moments Généralisé (GMM) en système et des données des indicateurs de gouvernance et de développement de la banque mondiale. Nos résultats suggèrent que la promotion de l'emploi des jeunes dans les pays Africains influence positivement la croissance économique. Nos résultats indiquent en outre que les indicateurs notamment la maîtrise de la corruption, la qualité de la réglementation, l'efficacité de la gouvernance et la stabilité politique et l'absence de violence permettent de renforcer l'effet positif de la promotion de l'emploi des jeunes sur la croissance économique des pays africains. Enfin, l'article formule sur la base de ces résultats des recommandations aux décideurs africains.

**MOTS-CLÉS :** Employabilité des jeunes, gouvernance, croissance économique, Afrique

*Les idées et opinions exprimées dans les textes publiés dans les actes de la CEID n'engagent que leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'UCAD ou de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.*

## 1. INTRODUCTION

La relation entre la gouvernance et la croissance économique continue d'attirer l'attention des chercheurs aussi bien des chercheurs (Wilson, 2016) que des décideurs (BANQUE MONDIALE, 2018). Une bonne gouvernance incite le secteur privé à accroître ses investissements en infrastructures, ce qui génère plus d'emploi et augmente le niveau de l'activité économique (BANQUE MONDIALE, 2018). D'après les économistes libéraux, la promotion de la bonne gouvernance influence positivement la croissance économique dans un pays car selon eux la bonne gouvernance améliore l'efficacité des marchés et réduit le coût des transactions (Guellec and Ralle, 2003; Hall and Jones, 1999; Knack and Keefer, 1995; Olson, 1996; Parente and Prescott, 2002). Par contre pour les économistes hétérodoxes, la bonne gouvernance n'entraîne pas nécessairement la croissance économique car selon eux l'efficacité des marchés n'entraîne pas nécessairement la croissance économique dans tous les secteurs de l'économie. Ce point de vue contradictoire entre les économistes libéraux et hétérodoxes au sujet de la relation entre gouvernance et croissance économique qu'on retrouve chez (Khan, 2007) est encore beaucoup plus poussé si l'on considère les études empiriques existantes.

En effet les études empiriques portant sur la relation entre la gouvernance et la croissance économique qui s'observent aussi bien sur le plan microéconomique que macroéconomique sont mitigées. Sur le plan microéconomique tandis que Gradstein (2004) trouve que la manifestation de la gouvernance par les droits de propriété augmente le bien-être social des pauvres à travers l'augmentation du revenu et la consommation, Aidt and Dutta (2007) quant à lui trouve que la manifestation de la gouvernance à travers les élections ralentit l'activité économique et donc la croissance économique du fait qu'elle entraîne le plus souvent un accroissement des dépenses de consommation au détriment des dépenses d'investissement. Dans le même sens Jong-A-Pin (2009) montre que l'instabilité politique influence négativement la croissance économique. Darby et al. (2004) trouvent que la manifestation de la gouvernance par les élections ne permet pas de maximiser le bien-être social du fait qu'elle conduit à un équilibre politique sous optimal.

Toujours sur le plan microéconomique certains chercheurs trouvent que les améliorations substantielles de la qualité de la bureaucratie et de l'environnement réglementaire depuis l'ère des réformes sont le moteur de l'expansion rapide de l'activité économique (Li, 1998; Naughton, 1996). D'autres dans leur étude sur la Chine trouvent contrairement Li (1998) et Naughton (1996) que dans que les améliorations de la gouvernance qui ont suivi à l'ère des réformes sont le fruit du développement économique (Nee and Oppen, 2012) et que la croissance économique initiale observée en Chine s'est plutôt fondée sur les normes informelles et les réseaux interpersonnels (Peng, 2004; Xin and Pearce, 1996). Pour d'autres chercheurs la manifestation de la gouvernance par la liberté économique augmente la croissance économique à travers son effet positif sur l'accumulation du capital (Doucouliagos and Ulubasoglu, 2006). Pour Justesen (2008), la liberté économique est une source de croissance économique. En outre Cull and Xu, (2005) dans leur étude sur la Chine analyse les perceptions des gestionnaires et trouvent que la qualité de la gouvernance influence positivement le réinvestissement.

Sur le plan macroéconomique Atangana Ondo (2013) montre que la lutte contre la corruption peut d'avantage booster la croissance économique dans les pays d'Afrique riches en ressources naturelles et qui appliquent les principes démocratiques. L'auteur montre par contre que les indicateurs de gouvernance tels que la maîtrise de la corruption ainsi que le respect des principes de l'Etat de droit n'ont pas d'effet attendu sur la croissance des pays africains qui sont pauvres en ressources naturelles et qui ont le statut de Pays Moins Avancé (PMA). Graeff and Mehlkop (2003) dans leurs travaux sur la gouvernance, trouvent une corrélation positive entre la taille du secteur public et les activités de recherche de la rente. Pour d'autres chercheurs, les fluctuations de l'activité économique sont moindres dans les pays qui respectent les principes démocratiques (Klomp and de Haan, 2009). Wilson (2016) s'intéresse dans ses travaux à l'étude de la causalité entre la gouvernance et la croissance économique et trouve que la gouvernance n'a aucun effet sur la croissance économique. Cependant l'auteur trouve

plutôt une relation positive de la croissance économique sur la gouvernance. Dans le même sens Long et al. (2015) a aussi étudié la causalité entre la gouvernance et la croissance économique et trouvent que les investissements directs étrangers (IDE) influencent positivement la qualité des institutions. Dans le cas de la Chine Cole et al. (2009) trouvent contrairement à leurs prédécesseurs une influence positive de la gouvernance sur les investissements directs étrangers. Pour Hasan et al. (2009) la gouvernance en Chine influence l'investissement dans l'économie. Dans le même sens certains chercheurs trouvent que la qualité des institutions serait à la base du développement économique et social des nations.

Les pays africains peuvent booster leur croissance en améliorant le niveau des indicateurs de gouvernance notamment la stabilité politique et l'absence de violence, la qualité de la régulation de l'activité économique et la maîtrise de la corruption (Atangana Ondo, 2013). D'après les conclusions de cette étude, les pays africains devraient enregistrer une augmentation de leur taux de croissance dans les 13 dernières car la majorité a enregistré une amélioration au niveau de ces indicateurs (WORLD BANK, 2018). L'analyse conjointe des données relatives à la gouvernance et à la croissance économique de ces treize (13) dernières années montre que la majorité des pays africains a plutôt connu une baisse de leur taux de croissance économique bien qu'ayant connu une amélioration de ces indicateurs. Le taux de chômage et particulièrement celui des jeunes connaît une augmentation. En effet tandis que la stabilité politique et la maîtrise de corruption en Algérie connaissent une hausse passant respectivement -1,75 en 2003 à -0,96 en 2017 et de -0,69 en 2003 à -0,61 en 2017, le taux de croissance économique a quant à lui baissé considérablement passant de 7,2% en 2003 à 1,6% en 2017 suivi d'une augmentation du taux de chômage des jeunes passant de 23,89% en 2006 à 29,70% en 2017. La même situation est observée au Mali où la maîtrise de corruption et la qualité de la régulation connaissent une hausse passant respectivement de -0,67 en 2003 à -0,63 en 2017 et -0,60 en 2014 à -0,57 en 2017. De même pour le Mali, le taux de chômage des jeunes connaît une hausse passant de 10,48% en 2003 à 25,29% en 2017 (WORLD BANK, 2018).

La question de la gouvernance en Afrique ne date pas d'aujourd'hui. En effet suite à la mauvaise gestion de leurs finances et l'accroissement des déséquilibres financiers internes et externes, les autorités de la majorité des pays africains étaient dans l'obligation d'accepter à partir des années 80 des programmes d'ajustement structurels (PAS) élaborés par les institutions de Bretton Woods notamment le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale pour les contraindre à l'améliorer leur gouvernance surtout en matière des finances publiques et de régulation de l'activité économique. Depuis lors malgré l'aide apportée par ces deux institutions force est de constater que la majorité des pays africains peine à améliorer de façon substantielle le niveau des indicateurs de gouvernance notamment la maîtrise de la corruption, la qualité de la régulation, l'Etat de droit, l'efficacité de la gouvernance, la stabilité politique. Pour évaluer la croissance des entreprises la Banque Mondiale utilise plusieurs indicateurs parmi lesquels on retrouve le niveau de l'emploi créé par les entreprises. Ainsi un accroissement du nombre d'emploi implique une croissance de la production des entreprises et donc une augmentation de la croissance économique dans un pays. L'accroissement de l'emploi des jeunes devrait permettre aux pays africains de booster leur croissance et de réduire le taux de chômage des jeunes. Face à la baisse du taux de croissance et de la pression de la montée du taux de chômage des jeunes ainsi qu'à l'ambiguïté de la relation entre croissance économique et la gouvernance, il urge de mener des études pour déterminer les mécanismes de gouvernance qui permettront de créer plus d'emploi aux jeunes et booster la croissance des pays africains.

L'objectif principal de cet article est d'identifier les indicateurs de gouvernance qui influencent la croissance économique à travers l'emploi des jeunes. L'analyse des études antérieures unidirectionnelles (Aidt and Dutta, 2007; Atangana Ondo, 2013; Baldacci et al., 2004; Darby et al., 2004; Justesen, 2008; Park et al., 2005) et bidirectionnelle (Wilson, 2016) de la relation entre la gouvernance et la croissance économique permet de retenir deux hypothèses théoriques : la première indique que la gouvernance influence positivement la croissance économique et la deuxième indique que c'est plutôt la croissance économique qui influence la gouvernance. Nous retenons dans cet article la première hypothèse qui indique que l'amélioration de la gouvernance dans l'ensemble et en particulier en faveur de l'emploi des jeunes entraînent une augmentation de la croissance économique

des pays Africains. Nous estimons l'effet de la gouvernance sur la croissance économique de 48 pays africains sur la période de 2003 à 2017 en utilisant les indicateurs de gouvernance de la banque mondiale. Pour tester cette hypothèse nous la méthode des moments généraliser (MMG) en système développée par Arellano and Bover (1995) et Blundell and Bond (1998) afin de résoudre les problèmes d'endogénéité, de simultanéité et de variable omises. Les données utilisées proviennent de la base statistique de la banque mondiale.

Cet article contribue à la littérature sur la relation entre la gouvernance et la croissance économique de deux manières. Première la plupart des études examinant la relation entre la gouvernance la croissance économique mesure l'effet direct (Cole et al., 2009; Cull and Xu, 2005; Guellec and Ralle, 2003; Hasan et al., 2009; Knack and Keefer, 1995; Montinola et al., 1995; Olson et al., 2000) ou l'effet indirect à travers la dotation de richesse des pays, la démocratie, le niveau de développement (Atangana Ondo, 2013; Klomp and de Haan, 2009) en occultant l'effet indirect de la gouvernance par l'emploi des jeunes qui peut être un facteur déterminant permettant d'améliorer l'influence la gouvernance sur la croissance économique. Deuxièmement tandis Plusieurs études analysant les effets de la gouvernance sur la croissance économique porte sur la chine (Jong-A-Pin, 2009; Long et al., 2015; Nee and Opper, 2012; Peng, 2004; Tsai, 2002; Xin and Pearce, 1996) celles portant sur l'ensemble des pays africaine sont très limité dans la mesure ou à notre connaissance, il n'existe qu'une seule étude examinant l'effet de la gouvernance sur la croissance en Afrique (Atangana Ondo, 2013). Cet article comble ces lacunes de la littérature en examinant l'effet direct de la gouvernance et l'effet indirect de la gouvernance sur la croissance économique à travers l'emploi des jeunes à l'aide d'un panel de 48 pays africains.

Dans le reste de l'article la section 2 ci-dessous présente la revue de la littérature. La section 3 présente le modèle théorique, la méthode d'analyse et les données. Les résultats et les interprétations sont présentés dans la section 4, suivi de la conclusion dans la section 5.

## 2. REVEUE DE LITTERATURE

Dans cette section nous passons en revue certaines études antérieurs sur les déterminants des conflits afin d'exposer l'état actuel de la littérature et de mettre en évidence les lacunes de cette littérature.

Sur le plan théorique deux courants de pensée semble se démarqués par deux points de vue contradictoires sur la question de l'effet de la gouvernance sur la croissance économique. Dans le premier courant on retrouve les libéraux qui trouvent que l'amélioration du niveau des indicateurs de gouvernance entraîne des effets positifs sur la croissance économique dans un pays car selon eux la bonne gouvernance améliore l'efficacité des marchés et réduit le cout des transactions (Guellec and Ralle, 2003; Hall and Jones, 1999; Knack and Keefer, 1995; Olson, 1996; Parente and Prescott, 2002; Rodrik et al., 2004). Contrairement aux libéraux les économistes hétérodoxes trouvent plutôt que la promotion de la gouvernance n'entraîne pas nécessairement la croissance économique car selon eux l'efficacité des marchés n'entraîne pas toujours la croissance économique dans tous les secteurs de l'économie. Ces points de vus divergents économiste libéraux et hétérodoxe sur la question de la nature de la relation entre la gouvernance et la croissance économique se retrouves également au niveau des travaux empiriques aussi bien sur le plan macroéconomique que sur le plan microéconomique.

Sur le plan microéconomique les points de des chercheurs sur la question de la relation entre la gouvernance et la croissance économique sont mitigés. Ainsi dans le cas de la chine Peng (2004) étudie la relation l'effet de la gouvernance sur la croissance économique en mettant l'accent sur l'intérêt économique des réseaux de parenté. Pour tester cette relation, l'auteur utilise un échantillon de 366 villages. Les résultats suggèrent que la force des réseaux de parenté à influence positivement le nombre et la taille de la main d'œuvre des entreprise rurales privées. En outre l'autre trouve que la force des réseaux de parenté n'ont n'influence pas significativement les entreprises collectives.

Cull and Xu (2005) examine dans le cas de la Chine l'importance relative des droits de propriété et des financements extérieurs dans plusieurs pays d'Europe orientale. Les résultats suggèrent que les droits de propriété influencent positivement le réinvestissement. En outre l'auteur trouve aussi que les prêts bancaires ont aussi un effet positif sur le réinvestissement.

A l'aide de panel Justesen (2008) examine l'effet de la liberté économique sur la croissance économique sur la période 1970 à 1999. Pour tester cet effet, l'auteur utilise une série de test de causalité de Granger. Les résultats suggèrent que la liberté économique influence positivement la croissance économique et l'investissement.

Dans le même sens que Justesen (2008), Doucouliagos and Ulubasoglu (2006) analyse la relation entre l'effet de la liberté économique sur la croissance économique à l'aide d'un panel de 82 pays sur la période de 1970 à 1999. Pour tester cette relation l'auteur procède d'abord à une analyse en utilisant la technique de méta-analyse avant de tester la relation sur le plan empirique. Les résultats de l'analyse et l'étude empirique suggèrent que la liberté économique influence positivement la croissance économique. Les résultats suggèrent en outre un effet positif et indirect de la liberté économique sur la croissance à travers la promotion du capital physique.

Aidt and Dutta (2007) utilisent les faits stylisés relatifs aux habitudes des dépenses publiques pour déterminer l'effet de la myopie politique sur la croissance économique. Les résultats suggèrent que n'est la myopie politique n'est pas une conséquence inévitable du fait que les électeurs ne peuvent pas observer immédiatement combien leurs politiciens investissent dans certains types de biens publics. D'après les résultats c'est plutôt l'interaction entre les délais d'observation, la croissance économique et les contraintes de revenus qui oblige les électeurs rationnels à accepter un biais à court terme. Les résultats suggèrent enfin que la gouvernance fondée sur les élections ralentit l'activité économique et donc la croissance du fait qu'elle entraîne le plus souvent un accroissement des dépenses de consommation au détriment des dépenses d'investissement.

Sur le plan macroéconomique, Atangana Ondo (2013) analyse l'effet de la gouvernance sur la croissance économique en Afrique à l'aide d'un panel des pays africains sur la période 1998 à 2011. A cet effet l'auteur utilise un modèle de croissance en panel dynamique et la Méthode des Moments Généralisés (MMG). Les résultats suggèrent que les indicateurs de gouvernance tels que la stabilité politique et la régulation de l'activité économique exercent une influence positive sur la croissance économique en Afrique. Les résultats suggèrent en outre que la lutte contre la corruption peut d'avantage booster la croissance économique dans les pays riches en ressources naturelles et qui applique les principes démocratiques. L'auteur trouve par contre que aussi que les indicateurs de gouvernance notamment la maîtrise de la corruption et le respect des principes de l'Etat de droit ne produisent n'influence pas la croissance économique dans les pays pauvres en ressources naturelles qui ont le statut de pays moins avancés.

Dans le cas de la Chine Wilson (2016), analyse la causalité entre la gouvernance et la croissance économique à l'aide de panel de province en Chine sur la période 1985 à 2005. Pour ce faire l'auteur met en œuvre les nouveaux tests de causalité hétérogène de Granger pour tenir compte des différences possibles dans les relations causales. Les résultats suggèrent qu'il n'existe aucun effet significatif de la gouvernance sur la croissance économique. L'auteur conclut donc que l'amélioration de la gouvernance n'a pas contribué significativement à la croissance rapide de la Chine. Les résultats suggèrent en outre que la croissance économique influence positivement la gouvernance en Chine. Ce second résultat est contraire à l'ensemble des antérieurs qui indique un effet positif de la gouvernance sur la croissance économique.

Dans le même sens que Wilson (2016), Long et al. (2015) analysent la causalité entre la gouvernance et les investissements directs étrangers (IDE) dans le cas de la Chine. Pour ce l'auteur utilise l'approche de variable instrumentale pour faire face au potentiel problème d'endogénéité. Les résultats suggèrent que les investissements directs étrangers influencent positivement la gouvernance. L'auteur trouve que les entreprises chinoises situées dans des régions où les IDE sont plus élevés ont

tendance à bénéficier d'une charge fiscale et tarifaire moins élevée. Ce résultat est contraire aux résultats des études antérieures qui trouvent un effet positif de la gouvernance sur les IDE.

Graeff and Mehlkop (2003) examine l'impact de diverses composantes de la liberté économique sur la corruption. Pour tester cette relation, l'auteur utilise un modèle stable. Les résultats suggèrent que la liberté économique influence positivement la corruption qui selon que les pays sont riches ou pauvres. Les résultats suggèrent en outre que certains types de réglementations réduisent la corruption.

A l'aide d'un panel de 100 pays, Klomp and de Haan (2009) étudie l'effet des institutions sur la volatilité de la croissance économique sur la période de 1960 à 2005. A cet effet l'auteur utilise un modèle de panel dynamique et l'écart type du produit intérieur brut (PIB) par tête comme indicateur de volatilité. Les résultats suggèrent que la démocratie réduit la volatilité économique. Les résultats suggèrent en outre que certains indicateurs de gouvernance tels que l'instabilité et l'incertitude politique augmentent les fluctuations économiques.

Cole et al. (2009) examine dans le cas de la Chine l'effet de la gouvernance sur les investissements directs étrangers (IDE). A cet effet l'auteur utilise des données détaillées provenant des régions pour examiner les déterminants des flux d'IDE en Chine. Les résultats suggèrent que les IDE sont plus attirés dans les provinces qui participent à la lutte contre la corruption et où l'efficacité gouvernementale est relativement élevée. Ce résultat indique que la promotion de la bonne gouvernance influence positivement les IDE.

Au regard de la littérature existante, à notre connaissance la plupart des études examinant la relation entre la gouvernance la croissance économique mesure l'effet direct (Cole et al., 2009; Cull and Xu, 2005; Guellec and Ralle, 2003; Hasan et al., 2009; Knack and Keefer, 1995; Montinola et al., 1995; Olson et al., 2000) ou l'effet indirect de la gouvernance à travers la dotation de richesse des pays, la démocratie, le niveau de développement (Atangana Ondo, 2013; Klomp and de Haan, 2009) en occultant l'effet indirect de la gouvernance par l'emploi des jeunes qui peut être un facteur déterminant permettant d'améliorer l'influence de la gouvernance sur la croissance économique. En outre Tandis Plusieurs études analysant les effets de la gouvernance sur la croissance économique portent sur la Chine (Jong-A-Pin, 2009; Long et al., 2015; Nee and Opper, 2012; Peng, 2004; Tsai, 2002; Xin and Pearce, 1996) celles portant sur l'ensemble des pays africains sont très limitées dans la mesure où à notre connaissance, il n'existe qu'une seule étude examinant l'effet de la gouvernance sur la croissance en Afrique (Atangana Ondo, 2013). Cet article comble ces lacunes de la littérature en examinant l'effet direct de la gouvernance et l'effet indirect de la gouvernance sur la croissance économique à travers l'emploi des jeunes à l'aide d'un panel de 48 pays africains.

### 3. METHODOLOGIE

#### 3.1 Méthode d'analyse

L'objectif de cet article est d'analyser l'effet de l'innovation sur la croissance économique des pays Africains. Tout comme les travaux précédents (Atangana Ondo, 2013; Klomp and de Haan, 2009) et par rapport aux théories de croissance endogène, nous adoptons un modèle de croissance dynamique dont l'expression est.

$$\Delta y_{it} = \alpha y_{it-1} + \delta' X_{it} + u_i + v_t + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

Où  $y$  représente le logarithme de la production réelle par tête,  $i$  l'identifiant pays,  $t$  l'identifiant du temps.  $X$  représente les variables explicatives du modèle notamment l'emploi des jeunes capté par le taux d'emploi des jeunes, la gouvernance (la maîtrise de la corruption, l'efficacité des pouvoirs publics, la stabilité politique et l'absence de violence), les variables d'interaction entre la gouvernance et l'emploi des jeunes, et un ensemble de variables de contrôle telles que l'investissement, l'éducation, les dépenses publiques, l'ouverture commerciale, la population active, l'inflation, le taux de change,

les variables muettes telles que le niveau de développement, l'héritage colonial, la Mer et les variables.  $u$  représente l'effet spécifique pays,  $v$  est l'effet spécifique temporel.  $\varepsilon$  est le terme d'erreur.

En réécrivant l'équation (1), on obtient :

$$y_{it} - y_{it-1} = \alpha y_{it-1} + \delta' X_{it} + u_i + v_t + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

$$y_{it} = (\alpha + 1)y_{it-1} + \delta' X_{it} + u_i + v_t + \varepsilon_{it} \quad (3)$$

Si on pose  $\beta = (\alpha + 1)$  on obtient :

$$y_{it} = \beta y_{it-1} + \delta' X_{it} + u_i + v_t + \varepsilon_{it} \quad (4)$$

Ou  $\alpha = \beta - 1$

La présence de la variable dépendante retardée parmi les variables indépendantes dans l'équation 4 ne permet pas d'utiliser les techniques économétriques standard notamment les méthodes d'effet fixe et aléatoire (Baltagi et al., 2005; Hsiao, 2014; Wooldridge, 2010). Pour déterminer quels indicateurs de gouvernance favorisent la croissance économique à travers l'emploi des jeunes en Afrique, cette étude adopte la méthode des moments généralisés en système (MMG) consacrés aux modèles dynamiques de données de panel et développée par Arellano and Bover (1995) et Blundell and Bond (1998) afin de résoudre les problèmes d'endogénéité, de simultanéité et de variables omises évoqués ci-dessous. La statistique descriptive des variables se présente comme suit :

**Tableau 1** Statistiques descriptives des variables du modèle

Variable	Observation	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum
PIB réel par tête	714	2637,496	3390,819	193,8669	20333,94
Emplois jeune	705	41,22625	18,18662	11,405	77,591
Publication Sci. Tech.	672	623,7824	1671,765	0,2	11991,5
investissement	667	22,73381	9,070255	2,000441	74,60823
Education	596	100,5505	20,14438	42,71102	149,3073
Dépenses Publiques	671	15,18132	6,422757	0,9517466	46,60109
Ouverture Com.	698	74,91516	33,84973	19,1008	225,0231
Population active	705	67,45092	12,52004	42,323	90,34
inflation	666	6,713017	7,670143	-8,97474	98,22414
corruption	720	-0,6162277	0,6139181	-1,82574	1,216737
Efficacité Gouv.	720	-0,7004768	0,6098036	-1,890451	1,049441
Stabilité Poli. Ab. Vi.	720	-0,5282376	0,8725205	-2,699193	1,200234
Qualité Régulation	720	-0,6615447	0,6067719	-2,274461	1,12727
Voix et Respon.	720	-0,6327141	0,7365737	-2,226054	0,9861547
Taux de change	710	9469591	2,52E+08	0,6982161	6,72E+09

Source : Auteur à l'aide des données de la base statistique de la banque mondiale (World Bank, 2018)

En moyenne sur la période de 2003 à 2017, le produit intérieur brut réel par tête d'un pays africain est évalué à 2637,496 dollar US par an. La valeur de l'écart-type élevé montre qu'il existe de fortes disparités au sein des pays africains en matière de la création de richesse. Le taux moyen d'emploi des jeunes pour un pays africain est de 41,22% sur la période de 2003 à 2017. L'analyse de l'écart-type indique qu'il existe des disparités au sein des pays africains en matière de création d'emploi aux jeunes. Ces disparités seraient liées aux structures de chaque économie. L'analyse des moyennes des indicateurs de gouvernance est encore faible dans l'ensemble, ce qui stipule que les

pays africains doivent encore faire des efforts en matière de gouvernance. Les écart-types relativement élevé montrent qu'il existe des disparités en matière de gouvernance en Afrique.

Le tableau 2 présente la matrice de corrélation entre les variables. A l'exception de l'inflation, la corruption, l'Efficacité des Pouvoirs Publics, la Stabilité Politique et Absence de Violence, la fonction logarithme est appliquée sur les autres variables afin de les linéariser.

Tableau 2 Matrice de corrélation des variables

	PIB par tête	Emplo jeunes	investis.	Educatio n	Dépense Pub.	Ouverture Com	Pop. Active	Pub. Sci. Tch.	inflation	corruption	Efficacité Gouv	stab. Po. Ab.	Qualité Rég.	Voix et Rep.	taux de change
PIB par tête	1														
Emplo jeunes	-0,7353	1													
investis.	0,2444	0,0132	1												
Educatio n	0,022	-0,0151	-0,0255	1											
Dépense Pub.	0,1858	-0,2234	0,1478	0,1501	1										
Ouverture Com	0,4881	-0,2455	0,3303	0,1251	0,3135	1									
Pop. Active	-0,5592	0,8733	-0,0351	0,1214	-0,1057	-0,1207	1								
Pub. Sci. Tch.	0,2264	-0,2239	0,0331	0,1231	0,0178	-0,2106	-0,2375	1							
inflation	-0,1481	0,0726	-0,1149	0,0648	-0,2678	-0,2349	0,0952	0,0582	1						
corruption	0,2986	-0,1678	0,2349	0,2564	0,4978	0,2653	-0,0468	0,2041	-0,151	1					
Efficacité Gouv	0,3948	-0,19	0,2562	0,2335	0,4341	0,2249	-0,0777	0,4503	-0,1065	0,8596	1				
stab. Po. Ab.	0,4301	-0,1156	0,2841	0,2483	0,357	0,4926	0,0493	-0,0886	-0,2509	0,6599	0,6194	1			
Qualité Rég.	0,2902	-0,1128	0,1688	0,1878	0,395	0,2151	0,0074	0,3769	-0,1665	0,816	0,9113	0,6245	1		
Voix et Rep.	0,134	-0,0535	0,1343	0,1472	0,3535	0,127	0,0954	0,2018	-0,1406	0,7172	0,6936	0,5691	0,7439	1	
taux de change	-0,3369	0,3319	0,0517	0,0103	-0,1339	-0,0736	0,2731	-0,1734	0,1561	-0,2406	-0,2392	-0,1877	-0,1698	-0,1203	1

### 3.2 Données et Sources

La définition des variables ainsi que le signe attendu se présente dans le tableau 3 :



Tableau 3 Définition des variables

Variable	Définition	Signe attendu
<b>Variable dépendante</b>		
<b>PIB réel par tête</b>	Produit Intérieur Brut (PIB) par tête en valeur constante	
<b>Variables indépendantes</b>		
<b>Emplois jeune</b>	Taux d'emplois des jeunes qui représente la part des jeunes âgés qui ont un emploi	Positif
<b>Education</b>	Taux brut de scolarisation secondaire	Positif
<b>Dépenses Publiques</b>	Dépenses effectuées par l'Etat	Indéterminé
<b>Ouverture Com</b>	Somme des exportations et des importations de biens et services en pourcentage du PIB	Positif
<b>Population active</b>	Quantité de travail fournie dans une économie	Positif
<b>Publication Sci. Tech</b>	Publications scientifiques et technologiques	Positif
<b>inflation</b>	Indice des prix à la consommation	Indéterminé
<b>corruption</b>	Contrôle de la corruption	Positif
<b>Efficacité Gouv</b>	Efficacité du gouvernement	Positif
<b>Stabilité Poli Ab Vi</b>	Stabilité politique et absence de violence/terrorisme	Positif
<b>Qualité Régulation</b>	Qualité de la réglementation	Positif
<b>Voix et Respon</b>	Voix et responsabilité	Positif
<b>Taux de change</b>	Taux de change effectif réel	Indéterminé
<b>Variables muettes</b>		
<b>Mer</b>	Variable muette qui prend la valeur 1 si le pays est côtier et 0 si non	Indéterminé
<b>Héritage coloniale</b>	Variable muette qui prend la valeur 1 si le pays a été colonisé par la France et 0 si non	Indéterminé
<b>Niveau de dévelop</b>	Variable muette qui prend la valeur 1 si le pays considéré est moins avancé et 0 si non	Indéterminé

Les données sont constituées d'un échantillon de 48 pays africains sur la période de 2003 à 2017. Les moyennes sur trois sont calculées pour chaque variable sur période de 2003 à 2017 pour tenir compte du caractère de long terme du phénomène de croissance économique. Toutes les données relatives aux indicateurs de gouvernance proviennent de base statistique des indicateur de gouvernance de la banque mondiale (World Bank, 2018). Les autres données proviennent de la base statistique des indicateurs de développement de la banque mondiale (World Bank, 2018).

#### 4. RESULTATS ET INTERPRETATIONS

Les résultats des estimations sont portés dans le tableau 4 ci-dessous comportant les colonnes (2) à (9). Ces résultats sont globalement significatifs et ne posent aucun problème économétrique dans la mesure où la matrice des instruments n'est pas corrélée avec les perturbations comme l'indique les statistiques de Sargan. En effet, le test d'autocorrélation à l'ordre deux AR(2) de l'estimation du GMM-SYSTEME du tableau 4 ne conclue pas à un rejet de l'hypothèse nulle que celle-ci est non significative. En outre, la probabilité associée au test de suridentification de Sargan qui est de 0,00 pour les colonnes (2) à (9) conduit à ne pas rejeter l'hypothèse nulle de validité des instruments.

La colonne (2) analyse la relation entre l'emploi, les indicateurs de gouvernance et la croissance économique en Afrique. Les résultats indiquent toute chose égale par ailleurs qu'une hausse de l'emploi des jeunes influence positivement la croissance économique des pays africains. Ce résultat corrobore l'hypothèse selon laquelle des efforts en matière de création d'emploi des jeunes entraîne des effets positifs sur la croissance économique du pays mis en cause. Ce résultat corrobore les résultats des études précédentes. En conséquence les pays africains qui orientent les investissements vers des projets en faveur de l'emploi des jeunes tels que les appuis financiers à la formation des jeunes pour l'auto-emploi (entrepreneuriat) et des incitations au secteur privé verront une amélioration de leur niveau de croissance économique.

L'analyse des résultats de la colonne (2) indique que les indicateurs de gouvernance notamment la maîtrise de corruption, l'efficacité de la gouvernance, la qualité de la régulation, la stabilité et l'absence de violence et la voix et responsabilité n'ont aucun effet sur la croissance économique des pays africains. Ce résultat corrobore avec celui de Wilson (2016) qui trouve que la gouvernance n'a aucun effet sur la croissance économique de la Chine.

Afin de capter l'effet indirect de la gouvernance à travers l'emploi des jeunes, les variables d'interactions entre l'emploi des jeunes et les indicateurs de gouvernance notamment la voix et responsabilité, la stabilité politique et l'absence de violence, l'efficacité de la gouvernance, la maîtrise de la corruption et la qualité de la régulation sont introduites respectivement dans les estimations des colonnes (3), (4), (5) du tableau 4 et (6), (7) du tableau 5 pour éviter des problèmes de multicollinéarité. L'analyse des résultats des colonnes (4), (5) du tableau 4 et (6), (7) du tableau 5 indique que les indicateurs de gouvernance notamment la stabilité politique et l'absence de violence, l'efficacité de la gouvernance, la maîtrise de la corruption et la qualité de la régulation influencent positivement la croissance à travers l'emploi des jeunes. En conséquence les pays africains pourront booster leur croissance en améliorant le niveau de la stabilité politique et l'absence de violence, l'efficacité de la gouvernance, la maîtrise de la corruption et la qualité de la régulation tout en les orientant vers des politiques en faveur des jeunes. Au regard de ces résultats, les pays africains doivent mettre en œuvre quatre politiques en faveur de l'emploi des jeunes. Ainsi les pays africains ont intérêt à impliquer plus de jeunes dans les services de lutte contre la violence sur toutes ses formes et la préservation de la paix sans laquelle aucune activité économique n'est possible. Ils doivent aussi améliorer la qualité des services publics destinés à l'employabilité des jeunes, à la qualité de la formulation et à la mise en œuvre des politiques d'emplois des jeunes ainsi que la crédibilité de l'engagement envers la politiques d'emploi des jeunes. Ils doivent également lutter contre la corruption sur toute ses formes notamment l'évasion fiscale qui réduit les recettes publiques et empêche les pouvoirs publics de financer suffisamment les politiques d'emploi des jeunes. En outre, les pays africains doivent mettre l'accent des politiques d'incitations et de réglementations de l'activité économique en faveur de l'emploi des jeunes en vue de d'amener le secteur privé à recruter plus de jeunes.

Les résultats de la colonne (2) suggèrent que toute chose égale par ailleurs que les pays africains colonisés par la France ont une croissance économique moins élevée que ceux colonisés par d'autres pays européens autre que la France notamment la Grande Bretagne, le Portugal et l'Espagne. De même les résultats suggèrent également que toute chose égale par ailleurs que les pays africains ayant un statut de pays moins avancés ont une croissance économique moins élevée par rapport à ceux qui ne l'ont pas.

Pour capter l'effet indirect de l'héritage colonial et du niveau de développement sur la croissance économique des pays africains à travers l'emploi des jeunes, les variables d'interaction sont introduites dans les estimations des colonnes (8) et (9) du tableau 5. L'analyse des résultats indique par conséquent que les pays africains ayant actuellement un statut de pays moins avancés auront un niveau de croissance moindre que ceux qui ne l'ont pas en matière de politique d'emploi. En conséquence les pays africains ayant le statut doivent être engagés plus d'effort.

**Tableau 4** Emplois des jeunes, Gouvernance et croissance économique en Afrique, estimation par la méthode des Moments Généralisé (MMG) en système en une étape.

	(2)	(3)	(4)	(5)
PIB réel par tête (-1)	0,152*** (39,13)	0,155*** (39,11)	0,141*** (45,16)	0,140*** (46,13)
Emplois jeune	0,14956*** (3,12)	0,11875*** (3,16)	0,18654** (2,18)	0,15175*** (3,13)
investissement	0,183*** (2,12)	0,161* (1,16)	0,191*** (2,13)	0,174** (2,19)
Education	0,177*** (2,11)	0,145*** (4,11)	0,100*** (3,17)	0,158*** (2,17)
Dépenses Publiques	-0,110*** (3,16)	-0,151*** (3,15)	-0,129*** (3,11)	-0,110*** (2,13)
Ouverture Com.	0,110*** (2,13)	0,102** (2,14)	0,117*** (2,17)	0,146*** (3,16)
Population active	-0,112*** (2,10)	-0,172** (2,14)	-0,143 (0,15)	-0,186 (0,18)
Publication Sci. Tech.	0,114 (1,11)	0,104 (0,16)	0,107 (0,14)	0,121* (1,10)
inflation	-0,101 (0,18)	-0,103 (1,10)	-0,102 (0,18)	-0,100 (0,13)
corruption	0,118 (0,18)			
Efficacité Gouv.	-0,141 (0,18)			-0,122*** (2,13)
Stabilité Poli. Ab. Vi.	0,104 (0,18)		-0,137** (2,18)	
Qualité Régulation	-0,132 (0,10)			
Voix et Respon.	0,153 (1,15)	-0,105 (0,13)		
Taux de change	-0,100 (0,13)	-0,100 (1,19)	-0,100 (1,19)	-0,100 (1,14)
Mer	-0,111 (0,18)	0,116 (0,12)	-0,107 (0,17)	0,100 (0,11)
Héritage coloniale	-0,111*** (5,11)	-0,108*** (5,16)	-0,180*** (4,13)	-0,177*** (3,12)
Niveau de dévelop.	-0,171*** (2,13)	-0,180*** (2,14)	-0,188*** (3,11)	-0,165** (2,15)
annee_2006	0,146** (2,10)	0,128 (1,15)	0,142* (1,18)	0,141* (1,13)
annee_2009	0,111 (0,14)	-0,103 (0,11)	0,104 (0,13)	0,103 (0,17)
annee_2012	0,112 (0,14)	0,107 (0,16)	0,108 (0,18)	0,106 (0,18)
interavoieemploi		0,136 (0,11)		
interastabiemploi			0,193** (2,13)	
interefficaemploi				0,168*** (2,15)
_cons	0,126 (0,11)	-0,142 (0,15)	-0,178 (1,19)	-0,156 (1,16)
Observations	160	160	160	160
AR(1)test	0,15	0,12	0,15	0,18
AR(2)test	0,15	0,17	0,12	0,18
Sargan stat	85,13	66,12	68,10	62,19
Sargan p-value	0,10	0,10	0,10	0,11

note: Les valeurs dans les parenthèse désigne les statistiques.\*\*\*,\*\*,\*,\* dénotent respectivement la significativité à 1%, 5% et 10%

Source: Estimation des auteurs

Ils doivent au même moment qu'ils mettent place des politiques en faveur de l'emploi des jeunes lutter rapidement pour quitter ce statut de pays moins avancés.

L'analyse des résultats des colonnes (5) et (6) du tableau 5 indique que l'innovation influence positivement la croissance économique dans les pays africains. Les africains peuvent favoriser l'entrepreneuriat des jeunes en les incitant à l'innovation et la créativité.

**Tableau 5** Emplois des jeunes, Gouvernance et croissance économique en Afrique, estimation par la méthode des Moments Généralisé (MMG) en système en une étape. (suite Tableau 2)

	(6)	(7)	(8)	(9)
PIB réel par tete (-1)	0,134*** (40,15)	0,159*** (49,13)	0,185*** (37,13)	0,156*** (40,12)
Emplois jeune	0,11744* (1,14)	0,12898*** (3,10)	0,18534*** (3,10)	0,18258** (2,12)
investissement	0,184** (2,19)	0,199*** (3,19)	0,184*** (2,15)	0,175** (2,16)
Education	0,100*** (3,17)	0,128*** (3,12)	0,198*** (3,13)	0,167 (1,11)
Dépenses Publiques	-0,166*** (3,18)	-0,140*** (3,19)	-0,176** (2,12)	-0,158* (1,10)
Ouverture Com.	0,144*** (2,13)	0,182** (2,11)	0,171* (1,15)	0,107*** (2,10)
Population active	-0,100 (0,16)	-0,113 (1,19)	-0,134** (2,14)	-0,104*** (2,19)
Publication Sci. Tech.	0,124*** (2,19)	0,116 (1,13)	0,101 (0,14)	-0,101 (0,14)
inflation	-0,103 (1,18)	-0,102 (0,19)	-0,100 (0,18)	0,102 (0,17)
corruption	-0,183* (1,13)		0,112 (0,11)	0,116 (0,14)
intercorruptemploi	0,199* (1,17)			
txchange	-0,100 (0,16)	-0,100 (0,16)	0,100 (0,18)	-0,100 (0,19)
Mer	-0,131 (1,13)	-0,112 (0,19)	-0,144* (1,15)	-0,115 (0,17)
Héritage coloniale	-0,179*** (4,13)	-0,184*** (4,19)	-0,177*** (4,13)	0,121 (1,10)
Niveau de dével.	-0,157** (2,15)	-0,164*** (2,14)	0,164*** (2,13)	-0,127 (1,14)
annee_2006	0,156*** (3,12)	0,155*** (2,18)	0,150** (2,15)	0,132 (1,19)
annee_2009	0,111 (0,16)	0,113 (0,10)	0,112 (0,11)	-0,100 (0,11)
annee_2012	0,112 (0,11)	0,116 (1,13)	0,113 (0,18)	0,107 (0,16)
Qualité Régulation		-0,148** (2,10)	-0,137 (0,13)	-0,105 (0,14)
interregulatemplo		0,103** (2,16)		
Efficacité Gouv.			0,125 (0,19)	0,113 (0,16)
Stabilité Poli. Ab. Vi.			-0,113 (0,17)	-0,110 (0,10)
Voix et Respon.			0,125 (0,13)	0,122 (0,13)
internivdeveemploi			-0,171*** (2,15)	
interheritemploi				-0,184 (1,14)
_cons	-0,160 (1,17)	-0,121 (1,11)	-0,118 (0,10)	1,166* (1,13)
Observations	160	160	160	160
AR(1)test	0,14	0,15	0,18	0,10
AR(2)test	0,11	0,13	0,17	0,11
Sargan stat	69,14	68,12	95,12	103,16
Sargan p-value	0,10	0,10	0,10	0,10

note: Les valeurs dans les parenthèse désigne les statistiques. \*\*\*, \*\*, \* dénotent respectivement la significativité à 1%, 5% et 10%

Source: Estimation de auteur

Dans l'ensemble, l'estimation de la colonne (2) du tableau 4 montre que les variables de contrôle pris en compte dans notre modèle de croissance ont le signe escompté, sauf pour la variable Populations active. Les coefficients associés à l'investissement, à l'éducation et à l'ouverture commerciale ont le signe attendu et sont significatifs. Le coefficient des dépenses publiques est négatif et significatif. En outre les coefficients associés aux variables notamment l'inflation et le taux de change sont tous négatifs et ne sont pas significatifs.

## 5. CONCLUSION

Cette étude examine les indicateurs de gouvernance qui influence la croissance économique des pays africains à travers l'emploi des jeunes sur la période 2003 à 2017. A cet effet, l'emploi des jeunes et les indicateurs de gouvernance notamment la voix et responsabilité, la stabilité politique et l'absence de violence, l'efficacité de la gouvernance, la maîtrise de la corruption et la qualité de la régulation

sont introduits dans un modèle de croissance économique. L'estimation du modèle par la Méthode des Moment Généralisé (MMG) conduit à des résultats qui suggèrent que la promotion de l'emploi des jeunes dans les pays africains peut relancer et renforcer leur croissance économique. Les résultats suggèrent en outre que les indicateurs de gouvernance notamment la stabilité politique et l'absence de violence, l'efficacité de la gouvernance, la maîtrise de la corruption et la qualité de la régulation influencent positivement la croissance à travers l'emploi des jeunes. Selon les conclusions de cette étude les pays africains doivent améliorer le niveau de ces indicateurs tout en les orientant vers des politiques en faveur de l'emploi des jeunes. Ainsi les pays africains doivent impliquer plus les jeunes dans les services de lutte contre la violence sur toutes ces formes et la préservation de la paix sans laquelle aucune activité économique n'est possible. Ils doivent aussi améliorer la qualité des services publics destinés à l'employabilité des jeunes, la qualité de la formulation et de la mise en œuvre des politiques d'emplois des jeunes, la crédibilité de l'engagement envers leurs politiques d'emploi des jeunes. Ils doivent également lutter contre la corruption sur toute ses formes notamment l'évasion fiscale qui réduit les recettes publiques et empêche les pouvoirs publics de financer suffisamment les politiques d'emploi des jeunes. En outre, les pays africains doivent mettre l'accent sur des politiques d'incitations et des réglementations de l'activité économique en faveur de l'emploi des jeunes en vue de d'amener le secteur privé à recruter plus de jeunes. Par ailleurs, les pays africains qui sont actuellement moins avancé doivent engager des réformes pour sortir de cette situation afin de ne pas réduire l'effet des politiques en faveur de l'emploi des jeunes. En outre les pays africains peuvent inciter les jeunes à l'innovation et à la créativité en les orientant vers l'entrepreneuriat. En perspective dans l'avenir, d'autres études, sous réserve de disponibilité des données sont nécessaires afin d'évaluer l'impact de l'entrepreneuriat des jeunes sur la croissance économique des pays africains.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Aidt, T.S., Dutta, J., 2007. Policy myopia and economic growth. *European Journal of Political Economy* 23, 734–753.
- Arellano, M., Bond, S., 1991. Some tests of specification for panel data: Monte Carlo evidence and an application to employment equations. *The review of economic studies* 58, 277–297.
- Arellano, M., Bover, O., 1995. Another look at the instrumental variable estimation of error-components models. *Journal of econometrics* 68, 29–51.
- Atangana Ondo, H., 2013. Gouvernance et croissance économique en Afrique. *African Development Review* 25, 130–147.
- Baldacci, E., Hillman, A.L., Kojo, N.C., 2004. Growth, governance, and fiscal policy transmission channels in low-income countries. *European Journal of Political Economy* 20, 517–549.
- Baltagi, B.H., Bratberg, E., Holmås, T.H., 2005. A panel data study of physicians' labor supply: the case of Norway. *Health Economics* 14, 1035–1045.
- BANQUE MONDIALE, 2018. RAPPORT ANNUEL 2018. WORLD BANK GROUP WASHINGTON <https://openknowledge.worldbank.org>.
- Barro, R.J., 1996. Determinants of economic growth: a cross-country empirical study. National Bureau of Economic Research.
- Blundell, R., Bond, S., 1998. Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models. *Journal of econometrics* 87, 115–143.
- Cole, M.A., Elliott, R.J., Zhang, J., 2009. Corruption, governance and FDI location in China: A province-level analysis. *The Journal of Development Studies* 45, 1494–1512.
- Cull, R., Xu, L.C., 2005. Institutions, ownership, and finance: the determinants of profit reinvestment among Chinese firms. *Journal of Financial Economics* 77, 117–146.
- Darby, J., Li, C.-W., Muscatelli, V.A., 2004. Political uncertainty, public expenditure and growth. *European Journal of Political Economy* 20, 153–179.
- Doucoulagos, C., Ulubasoglu, M.A., 2006. Economic freedom and economic growth: Does specification make a difference? *European journal of political economy* 22, 60–81.
- Gradstein, M., 2004. Governance and growth. *Journal of Development Economics* 73, 505–518.

- Graeff, P., Mehlkop, G., 2003. The impact of economic freedom on corruption: different patterns for rich and poor countries. *European Journal of Political Economy* 19, 605–620.
- Guellec, D., Ralle, P., 2003. Les nouvelles théories de la croissance.
- Hall, R.E., Jones, C.I., 1999. Why do some countries produce so much more output per worker than others? *The quarterly journal of economics* 114, 83–116.
- Hasan, I., Wachtel, P., Zhou, M., 2009. Institutional development, financial deepening and economic growth: Evidence from China. *Journal of Banking & Finance* 33, 157–170.
- Hsiao, C., 2014. *Analysis of panel data*. Cambridge university press.
- Jong-A-Pin, R., 2009. On the measurement of political instability and its impact on economic growth. *European Journal of Political Economy* 25, 15–29.
- Justesen, M.K., 2008. The effect of economic freedom on growth revisited: New evidence on causality from a panel of countries 1970–1999. *European Journal of Political Economy* 24, 642–660.
- Kaufmann, D., Kraay, A., Zoido, P., 1999. *Governance matters*. World Bank policy research working paper.
- Khan, M.H., 2007. *Governance, economic growth and development since the 1960s*.
- Klomp, J., de Haan, J., 2009. Political institutions and economic volatility. *European Journal of Political Economy* 25, 311–326.
- Knack, S., Keefer, P., 1995. Institutions and economic performance: cross-country tests using alternative institutional measures. *Economics & Politics* 7, 207–227.
- Li, D.D., 1998. Changing incentives of the Chinese bureaucracy. *The American Economic Review* 88, 393–397.
- Long, C., Yang, J., Zhang, J., 2015. Institutional impact of foreign direct investment in China. *World Development* 66, 31–48.
- Lucas, R.E., 1998. On the mechanics of economic development. *Econometric Society Monographs* 29, 61–70.
- Montinola, G., Qian, Y., Weingast, B.R., 1995. Federalism, Chinese style: the political basis for economic success in China. *World politics* 48, 50–81.
- Naughton, B., 1996. *Growing out of the plan: Chinese economic reform, 1978-1993*. Cambridge university press.
- Nee, V., Oppen, S., 2012. *Capitalism from below: Markets and institutional change in China*. Harvard University Press.
- Olson, M., 1996. Big bills left on the sidewalk: why some nations are rich, and others poor. *Journal of economic perspectives* 10, 3–24.
- Olson, M., Sarna, N., Swamy, A.V., 2000. Governance and growth: A simple hypothesis explaining cross-country differences in productivity growth. *Public Choice* 102, 341–364.
- Parente, S.L., Prescott, E.C., 2002. *Barriers to riches*. MIT press.
- Park, H., Philippopoulos, A., Vassilatos, V., 2005. Choosing the size of the public sector under rent seeking from state coffers. *European Journal of Political Economy* 21, 830–850.
- Peng, Y., 2004. Kinship networks and entrepreneurs in China's transitional economy. *American Journal of Sociology* 109, 1045–1074.
- Pessoa, A., 2007. *Innovation and Economic Growth: What is the actual importance of R&D?* Universidade do Porto, Faculdade de Economia do Porto.
- Rodrik, D., Subramanian, A., Trebbi, F., 2004. Institutions rule: the primacy of institutions over geography and integration in economic development. *Journal of economic growth* 9, 131–165.
- Romer, P.M., 1990. Endogenous technological change. *Journal of political Economy* 98, S71–S102.
- Wilson, R., 2016. Does governance cause growth? Evidence from China. *World Development* 79, 138–151.
- Wooldridge, J.M., 2010. *Econometric analysis of cross section and panel data*. MIT press.
- WORLD BANK, 2018. *WORLD GOVERNANCE INDICATOR*. World Bank Group WASHINGTON.

World Bank, 2018. World Development Indicators Database. <http://data.worldbank.org>.

Xin, K.K., Pearce, J.L., 1996. Guanxi: Connections as substitutes for formal institutional support. *Academy of management journal* 39, 1641–1658.